

## BIBLIOGRAPHIE

### L'hygiène sociale à Montluçon.

visé soit l'agriculture, soit l'industrie, soit le commerce ou l'art. On peut prendre pour exemple la Maison « Siemens Schuckert » qui a actuellement 220 aveugles de guerre utilisés à des travaux divers. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent travailler doivent être l'objet d'une assistance sociale aussi éclairée et bienfaisante que possible. Et si l'on veut une organisation complète de l'éducation générale et professionnelle des aveugles, il faudra, outre l'Institut national et les 5 instituts régionaux, 50 maisons de travail, soit une par province, plus une à Melilla.

L'auteur — qui est lui-même aveugle — a donné l'exemple de l'organisation d'une maison du travail, la « Maison de la lumière et du travail, » fondée en 1919 et qui montre pratiquement comment on peut enseigner aux aveugles un métier complet en un très bref laps de temps — quelquefois un mois d'apprentissage suffit. Cette *Casa* comprend 5 sections : industrie, commerce, études, agriculture et arts, dont les 3 premières seules fonctionnent actuellement. Des dames propagandistes de la bonne presse y font des lectures à haute voix.

On trouvera dans la brochure, outre 4 gravures concernant l'organisation « Siemens Schuckert » de Berlin, des photographies de divers ouvriers et ouvrières aveugles au travail dans la *Casa de la Luz y del Trabajo*, qui montrent bien la valeur d'un effort généreux tenté pour l'amélioration du sort et le reclassement social de ces malheureux atteints d'une infirmité cruelle. *J. D.*

---

*Inauguration des œuvres d'hygiène sociale de Montluçon.* — Un hommage aux familles nombreuses. Discours prononcé, le 20 sept. 1925, par le D<sup>r</sup> M.-F. BUSSIÈRE, Directeur-fondateur des œuvres sociales du Bureau d'hygiène. — Paris, Le Mouvement Sanitaire, rue de Sèvres, 4, 1925. In-8 (16 × 24), 16 p.

## BIBLIOGRAPHIE

### L'hygiène sociale à Montluçon

Le 20 septembre 1925, à l'occasion du Congrès de la Mutualité Bourbonnaise, la ville de Montluçon inaugurerait, en présence du délégué du ministère du Travail, les « œuvres médico-sociales du Bureau d'hygiène, » c'est-à-dire : le bureau d'hygiène, le laboratoire de bactériologie, les bains-douches, les consultations de nourrissons, l'inspection médicale des écoles, les cliniques gratuites des écoliers, le dispensaire d'hygiène sociale..., œuvres multiples, toutes consacrées à la protection de la vie et à l'abaissement de la mortalité, par la lutte efficace contre les maladies, les misères individuelles et familiales.

Bien que le Dr Bussière, directeur dévoué et fondateur de ces œuvres, s'attache surtout à montrer ce qu'il reste à faire et les points sur lesquels l'activité de l'hygiéniste demeure impuissante — telle par exemple, la sous-natalité française provoquée par une mauvaise politique et par les exigences coupables d'un industrialisme effréné —, on ne saurait méconnaître les résultats déjà obtenus dans un pays où les œuvres d'hygiène sont en général accueillies avec scepticisme. Une « police sanitaire » en effet, ne peut être que vaine si les interdictions qu'elle crée ne sont pas complétées par une éducation hygiénique de la population, faite, non en la molestant, mais en lui étant utile par des œuvres qui rémédient aux ravages des maladies infectieuses, de la tuberculose, de la vie dans les taudis. C'est pourquoi, créé en décembre 1906, en application de la loi de février 1902, le Bureau d'hygiène de Montluçon <sup>1</sup> eut en 1909 un poste municipal de désinfection, un laboratoire d'hygiène qui n'a cessé d'avoir une large activité, une bibliothèque et un personnel fixe; puis en 1913, un bureau d'hygiène bien aménagé (avec laboratoire de bactériologie, chambre-étuve pour

---

<sup>1</sup> *L'effort social d'un bureau d'hygiène*, par le Dr M. Fr. Bussière, Directeur des services d'hygiène de Montluçon. — St-Amand, impr. A. Bussière, 1923, in-8 (164 × 240). 148 p., nombreuses illustrations.

## BIBLIOGRAPHIE

### L'hygiène sociale à Montluçon.

cultures, laboratoire de chimie, etc.) et une belle installation de bains-douches.

La préoccupation majeure de cette ville ouvrière était naturellement la tuberculose, qui causait 33 % des décès ; aussi la lutte commença-t-elle dès 1909 : on procéda à la désinfection des locaux à l'occasion de toute mort par tuberculose, à la distribution de crachoirs, analyse de crachats, destruction des bacilles. L'action fut d'autant plus efficace que de multiples observations et statistiques permirent la connaissance exacte des foyers de contamination. Mais un effort prophylactique était encore plus nécessaire que les soins thérapeutiques, et en 1919 un *dispensaire* fut créé pour surveiller ceux qui sont le plus exposés, éduquer les malades et les assister par des secours multiples : en nourriture, pour le logement, par des soins médicaux et l'envoi dans un sanatorium ou hôpital. Au 15 juillet 1921, le dispensaire anti-tuberculeux de Montluçon avait déjà procédé à 90 consultations d'environ 3 heures chacune, soigné 454 malades dont 232 atteints de tuberculose pulmonaire, pratiqué 88 désinfections à domicile, 341 examens de crachats dont 145 positifs, fait 922 visites à domicile et envoyé 76 demandes d'admission dans un sanatorium, sans compter les séances de rayons X et de rhino-laryngoscopie.

Une action curative et protectrice semblable se poursuivait à la « clinique des maladies de peau et des muqueuses », où en 1922 seulement 1363 consultations anti-vénériennes furent données gratuitement.

Dans une population de travailleurs un autre mal est encore très redoutable, c'est la mortalité infantile. La Consultation municipale de Nourrissons eut un succès rapide : elle se chargea de la surveillance des bébés et de l'éducation des mères, examina, en 1921, 944 enfants et vit le taux de la mortalité jusqu'alors élevé à 127 ‰ tomber entre 10 et 15 ‰ pour ces enfants et à 29 ‰ dans l'ensemble du pays en 1920.

## BIBLIOGRAPHIE

### L'hygiène sociale à Montluçon.

Les écoliers ne furent pas oubliés, l'inspection médicale des écoles <sup>1</sup> se chargea d'abord de veiller à l'hygiène des locaux scolaires, au développement de l'éducation hygiénique, et de l'examen des élèves au point de vue sanitaire. On adjoignit immédiatement au médecin-inspecteur 2 dentistes, un oto-rhino-laryngologiste et un oculiste. Ces médecins renseignèrent les familles sur les soins nécessaires à leurs enfants et leur conseillèrent de les leur faire donner. Mais ces avis s'avérèrent sans efficacité et en 1918 il fallut avoir recours à l'organisation de cliniques scolaires gratuites où les enfants sont examinés, vaccinés, soignés quant aux légères infirmités organiques qu'ils peuvent avoir. Ces cliniques scolaires font donc œuvre hygiénique et prophylactique plus que médicale, mais qui seule donne toute sa valeur à l'inspection sanitaire des écoles.

Ces multiples activités ont eu d'excellents résultats dont Montluçon est en partie redevable au dévouement de deux infirmières-visiteuses diplômées qui, après avoir assisté à toutes les consultations, assurent, chacune dans une moitié de ville, le bon fonctionnement des services d'hygiène, isolement et désinfection en cas de maladie contagieuse, puériculture, soins aux tuberculeux... Les soins des deux infirmières gardes-malades et l'existence d'une ambulance automobile pour transport des malades et blessés ou transfert des contagieux permettent aux mesures curatives de ne le céder en rien au souci de la prophylaxie et de l'hygiène.

Si donc « il reste encore beaucoup à faire », c'est surtout en poursuivant sans défaillance une activité qui a déjà remporté de si notables succès et montré à tous quel peut être le prix de l'hygiène pour l'amélioration de la santé des populations et le relèvement de la race. J. D.

<sup>1</sup> *Annales d'hygiène publique, industrielle et sociale. — Inspection médicale des écoles et cliniques scolaires gratuites*, par le Dr Fr. Bussiére. — Paris, Bailliére et fils, 1923. In-8 (15×23), 25 p.